



**Fideliance Audit**

105 rue du Faubourg Saint Honoré  
75008 Paris

Tél : +33 (0)1 43 80 10 98

[www.fideliance.fr](http://www.fideliance.fr)

**ECOLE DE LA 2<sup>ème</sup> CHANCE EN ESSONNE  
(E2C ESSONNE)**

Association régie par la loi du 1er juillet 1901

**Siège social**

**2 A avenue du Front Populaire – ZI du Bois de l'Epine  
91130 – RIS ORANGIS**

**Siret : 449 720 861 00045**

**\*\*\*\*\***

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS  
Exercice clos le 31 Décembre 2024**

*Société inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Paris – Ile-de-France – Membre de la Compagnie des Commissaires aux Comptes de Paris  
SAS au capital de 390 670 € - RCS Paris B 302 316 674 – TVA intracommunautaire FR 34 302 316 674*

Fideliance Audit est un membre indépendant de Crowe. Chaque cabinet membre est une entité commerciale indépendante. Fideliance Audit n'est pas responsable pour toute action ou omission de Crowe Global ou d'un autre membre du réseau.  
© 2024 Dauge Fideliance

Audit | Commissariat aux comptes | Evaluation | RSE

A l'Assemblée Générale des Membres de l'Association,

## **OPINION**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association ECOLE DE LA 2<sup>ème</sup> CHANCE EN ESSONNE – E2C ESSONNE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

## **FONDEMENT DE L'OPINION**

### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

## **JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

**VERIFICATIONS SPECIFIQUES**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

**RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration du 13 mars 2025.

**RESPONSABILITE DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.


Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante

Fait à Paris, le 25 mars 2025

Le Commissaire aux comptes  
**FIDELIANCE AUDIT**  
Membre de la Compagnie Régionale de Paris

**Fanny BINOT**

Signé par :  
  
5BCEC912FF4843F...

## **ANNEXE : DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bilan Actif

		Du 01/01/2024 au 31/12/2024		Au 31/12/2023
		Brut	Amort. Prov.	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	32 188	32 188		1 780
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	172 723	143 844	28 879	35 970
Installations techniques, matériel et outillages industriels	135 152	132 067	3 085	10 200
Autres immobilisations corporelles	406 942	389 453	17 489	32 401
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	52 075		52 075	48 891
TOTAL I	799 079	697 553	101 527	129 242
Comptes de liaison	II			
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et encours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés				
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	425 900		425 900	453 977
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	1 378 896		1 378 896	1 041 985
Charges constatées d'avance	83 775		83 775	54 578
TOTAL III	1 888 571		1 888 571	1 550 539
Frais d'émission des emprunts	IV			
Primes de remboursement des obligations	V			
Ecart de conversion actif	VI			
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	2 687 650	697 553	1 990 098	1 679 781

Bilan Passif

	31/12/2024	31/12/2023
<b>FONDS PROPRES</b>		
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	930 112	930 112
<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
<b>Réserves</b>		
Réserves statutaires ou contractuelles	174 208	174 208
Réserves pour projet de l'entité	81 022	81 022
Autres réserves	40 000	40 000
Report à nouveau	-202 489	-203 865
Excédent ou déficit de l'exercice	109 485	1 376
<b>Situation nette</b>	<b>1 132 338</b>	<b>1 022 853</b>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	281 765	139 320
Provisions règlementées		
<b>TOTAL I</b>	<b>1 414 103</b>	<b>1 162 173</b>
Comptes de liaison		
<b>FONDS REPORTEES ET DEDIES</b>	<b>II</b>	
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	28 306	40 000
<b>TOTAL III</b>	<b>28 306</b>	<b>40 000</b>
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques	67 657	28 400
Provisions pour charges	65 871	36 146
<b>TOTAL IV</b>	<b>133 528</b>	<b>64 546</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	51 062	79 073
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	325 081	294 680
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	25 544	39 309
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	12 474	
<b>TOTAL V</b>	<b>414 161</b>	<b>413 062</b>
Ecarts de conversion passif		
<b>VI</b>		
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)</b>	<b>1 990 098</b>	<b>1 679 781</b>

# Compte de résultat

	31/12/2024	31/12/2023
<b>Produits d'exploitation</b>		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	19 309	26 224
- dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	2 443 038	2 471 024
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	10 907	
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	32 368	
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	11 795	8 720
Utilisations des fonds dédiés	21 694	13 223
Autres produits	1 787	1 118
<b>TOTAL I</b>	<b>2 540 898</b>	<b>2 520 309</b>
<b>Charges d'exploitation</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	786 429	931 829
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	97 497	84 906
Salaires et traitements	922 433	935 906
Charges sociales	456 531	458 331
Dotations aux amortissements et dépréciations	41 664	51 291
Dotations aux provisions	76 486	4 000
Reports en fonds dédiés	10 000	40 000
Autres charges	13 653	11 319
<b>TOTAL II</b>	<b>2 404 692</b>	<b>2 517 581</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>136 206</b>	<b>2 727</b>
<b>Produits financiers</b>		
Produits financiers de participations		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	12 553	534
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL III</b>	<b>12 553</b>	<b>534</b>
<b>Charges financières</b>		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL IV</b>		
<b>RESULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>12 553</b>	<b>534</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)</b>	<b>148 759</b>	<b>3 261</b>



# Compte de résultat (Suite)

	31/12/2024	31/12/2023
<b>Produits exceptionnels</b>		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	7 555	13 470
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		84 291
<b>TOTAL V</b>	<b>7 555</b>	<b>97 760</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>		
Sur opérations de gestion	42 630	99 610
Sur opérations en capital	3 000	
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		36
<b>TOTAL VI</b>	<b>45 630</b>	<b>99 645</b>
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-38 075	-1 885
Participations des salariés aux résultats	<b>VII</b>	
Impôts sur les bénéfices	<b>VIII</b>	
	<b>1 199</b>	
<b>TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)</b>	<b>2 561 006</b>	<b>2 618 603</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>2 451 521</b>	<b>2 617 227</b>
EXCEDENT OU DEFICIT	109 485	1 376
<b>Contributions volontaires en nature</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature	4 314	112 946
Bénévolat		
<b>TOTAL</b>	<b>4 314</b>	<b>112 946</b>
<b>Charges des contributions volontaires en nature</b>		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens	3 565	4 392
Prestations en nature	749	108 554
Personnel bénévole		
<b>TOTAL</b>	<b>4 314</b>	<b>112 946</b>

# Règles et méthodes comptables

## Présentation de l'association

L'association Ecole de la 2ème chance "E2C Essonne", association loi du 1er juillet 1901, déclarée le 17 octobre 2003, destine son action aux jeunes adultes, ayant dépassé l'âge de la scolarité obligatoire, sortis du système scolaire sans diplôme ni qualification et rencontrant, de ce fait, de grandes difficultés d'insertion aussi bien sociales que professionnelles.

L'objectif et les méthodes d'intervention proposées visent à développer chez les jeunes concernés la motivation, les capacités d'apprendre, les connaissances de base et les aptitudes sociales en aidant chacun d'eux à identifier, à construire et à valider leur propre projet d'insertion sociale et professionnelle.

L'E2C inscrit son action dans l'esprit et la lignée des opérations similaires conduites au sein du réseau européen des Ecoles de la 2ème chance présent désormais dans plus de 10 pays de l'Union Européenne.

L'association E2C Essonne est implantée sur 3 sites :

- Le site Centre Essonne "1ère antenne" (et également siège de l'Association)  
ZI du Bois de l'Epine  
11 avenue Joliot Curie  
91 130 RIS-ORANGIS

- Le site Nord-ouest Essonne "2ème antenne"  
22 avenue de la Baltique  
91 953 COURTABOEUF

- Le site Sud Essonne "3ème antenne"  
14 rue Magné  
91 150 ETAMPES

## Généralités et textes applicables

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total du bilan avant répartition est de 1 990 098 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de 109 485 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

## Faits caractéristiques

**Faits marquants relatifs à l'activité de l'Ecole**

- Poursuite du renforcement des relations partenariales,
- Progression dans la structuration de l'offre de formation et du champ de l'animation et des contenus pédagogiques,
- Sensibilisation des jeunes au CQP PSGE,
- Foulées de Courtaboeuf,
- Développement de l'activité sur le territoire du Sud Essonne (Site d'Etampes)

**Faits Marquants ayant des incidences dans les comptes**

- En raison des difficultés économiques rencontrées par les Départements (notamment liées à la réduction des recettes des droits de mutation), le Conseil Départemental de l'Essonne a passé exceptionnellement sa subvention de fonctionnement de 150 k€ à 50 k€ au titre de l'année 2024.
- L'Ecole a perçu mi-2024 le solde de la taxe d'apprentissage 2023 pour un montant de 105 k€, ce solde n'avait pas pu être prévu lors de l'arrêté des comptes 2023.

**Immobilisations incorporelles et corporelles**

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire ou dégressif.

- Logiciels : 1 an,
- Agencements et aménagements : 5 à 10 ans,
- Matériels pédagogiques : 3 à 5 ans,
- Matériels de transport : 5 ans,
- Mobilier de bureau et informatique : 3 à 5 ans,
- Mobilier de bureau : 3 à 10 ans.

**Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement**

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

**Créances**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

**Subventions d'investissement**

Les subventions d'investissement octroyées à l'association sont enregistrées conformément à l'article 312-1 du règlement ANC n°2014-03, dans le compte 131000 "Subventions d'investissement", avec reprise au compte de résultat au rythme de l'amortissement des biens financés, dans le compte 777000.

**Engagements de départ à la retraite**

Les engagements de l'entité en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont constatés sous forme de provision.

Les droits acquis consiste à évaluer la valeur actuelle probable des droits qui seront acquis en fin de carrière en fonction de l'ancienneté constatée à la date d'évaluation pour tous les salariés présents et des augmentations de salaires.

Les hypothèses retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 3.38%
- Age de départ à la retraite : 65 ans
- Taux de charges sociales et fiscales : 58%
- Table de mortalité : INSEE 2019-2021
- Taux de turnover : 1% constant
- Départ à l'initiative du salarié.

La valeur actuelle probable des indemnités à verser au 31/12/2024 s'élève à 190 420 €. La dette actuarielle s'élève à 34 447 € et comptabilisée dans les comptes.

Un départ à la retraite a eu lieu au titre de l'année 2024.

**Provision pour risques et charges**

Une provision pour risques est présente à la clôture de l'exercice à hauteur de :

- 24 400 euros au titre d'un litige salarié,
- 43 257 euros au titre de la non utilisation de subvention

Une provision pour charges a été comptabilisée pour 31 424 € pour couvrir un risque commercial suite à la résiliation d'un contrat.

### Fonds dédiés et reportés

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard. Un fonds dédié de 10 000 € a été constaté au 31 décembre 2024 pour financer des projets spécifiques qui n'a pas pu être réalisés sur l'année écoulée.

### Contributions volontaires en nature

En 2023, EDF a souhaité organiser la mobilité de salariés dans le cadre de projets de mécénats de compétences. La mobilité de ces salariés d'EDF est organisée dans le cadre d'un prêt de salariés à titre gratuit au bénéfice de l'Ecole de la Deuxième Chance - Essonne dans le cadre d'un mécénat de compétences, conformément à la loi n°2003-709 du 1er août 2003.

La valorisation de ce mécénat a été faite en fonction du nombre d'heures passés et la rémunération des personnes mis à disposition.

L'association bénéficie d'une mise à disposition gratuite de locaux pour son site d'Etampes.

### Autres informations

Honoraires : Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élève à 5 876 € TTC.

Effectifs : l'ETP moyen de l'E2C est de 21.65 ETP au 31/12/2024.

### Informations relatives aux stagiaires de l'E2C

Les stagiaires de l'E2C Essonne perçoivent une rémunération qui est versée directement par le CNASEA.

### Rémunérations versées à certains dirigeants

En application de l'article 20 de la loi n°2006-580, l'association doit indiquer dans l'annexe aux comptes annuels le total des rémunérations et avantages versés aux trois plus hauts cadres dirigeants.

L'information qui serait fournies dans le cadre de cette obligation reviendrait à donner la rémunération d'une seule personne, ce qui serait contraire aux règles de confidentialité en matière de publicité des rémunérations et avantages.

Il est précisé qu'aucun administrateur de l'association n'est rémunéré pour ses fonctions.

# Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	32 188		
TOTAL	32 188		
Terrains			
Constructions :			
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
- Générales, agencements et aménagements constructions	172 723		
Installations :			
- Techniques, matériel et outillage	135 152		
- Générales, agencements et aménagements divers			
Matériel :			
- De transport	44 729		
- De bureau et informatique, mobilier	351 448		10 765
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL	704 052		10 765
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres :			
- Participations			
- Titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	48 891		3 184
TOTAL	48 891		3 184
TOTAL GENERAL	785 131		13 948
CADRE B	Diminutions		Réévaluation légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession	Valeur d'origine des immos en fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles			32 188
TOTAL			32 188
Terrains			
Constructions :			
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
- Gales, agencts et aménagt. const.			172 723
Installations :			
- Techniques, matériel et outillage			135 152
- Gales, agencts et aménagt. divers			
- De transport			44 729
Matériel :			
- De bureau et informatique, mobilier			362 213
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL			714 817
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres :			
- Participations			
- Titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			52 075
TOTAL			52 075
TOTAL GENERAL			799 079

# Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice	Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	30 408	1 780		32 188
TOTAL	30 408	1 780		32 188
Terrains				
Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements et aménagements des constructions	136 753	7 091		143 844
Installations techniques, matériel et outillage industriel	124 952	7 116		132 067
Installations générales, agencements et aménagements divers				
Matériel de transport	44 729			44 729
Matériel de bureau et informatique, mobilier	319 048	25 676		344 724
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	625 481	39 884		665 364
TOTAL GENERAL	655 889	41 664		697 553

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires	Dotations			Reprises			Mouvement net des amort. à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et dvp.							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agenc. et aménag. des construc.							
Inst. tech. mat. et outil. indus.							
Inst. gales, agenc. et aménag. divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau et info. mob.							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acq. de titres de particip.							
TOTAL GENERAL							

DOTATIONS NON VENTILEES	REPRISES NON VENTILEES	TOTAL GENERAL NON VENTILE
CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augment. Dot. exercice aux amort. Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler		
Primes de remboursement des obligations		

# Etat des créances

CREANCES	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an
<b>De l'actif immobilisé</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	52 075		52 075
<b>De l'actif circulant</b>			
Clients et usagers douteux ou litigieux			
Clients, usagers et comptes rattachés			
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés	342	342	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	384	384	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers	386 340	386 340	
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	38 834	38 834	
Charges constatées d'avance	83 775	83 775	
<b>TOTAL</b>	<b>561 750</b>	<b>509 675</b>	<b>52 075</b>

(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice  
(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice

La ligne divers comprend :

- le solde de la subvention CRIF à recevoir de 376 740 €,
- le solde de la subvention CAF à recevoir de 9 600 €.

# Etat des dettes

DETTES	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
- A 1 an max. à l'origine				
- A plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses				
Fournisseurs et comptes rattachés	51 062	51 062		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	134 479	134 479		
Sécurité sociale et autre organismes sociaux	175 985	175 985		
Impôts sur les bénéfices	818	818		
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés	13 800	13 800		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes	25 544	25 544		
Produits constatés d'avance	12 474	12 474		
<b>TOTAL</b>	<b>414 161</b>	<b>414 161</b>		

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice

(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice



# Variation des fonds propres 431-5

VARIATION DES FONDS PROPRES	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	930 112				930 112
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	295 230				295 230
Report à nouveau	-203 865	1 376			-202 489
Excédent ou déficit de l'exercice	1 376	-1 376	19 485		109 485
Situation nette	1 022 853		19 485		1 132 338
Dotations consommables					
Subventions d'investissement	139 320		150 000	7 555	281 765
Provisions réglementées					
TOTAL	1 162 173		169 485	7 555	1 414 103

Commentaire :

La collecte de taxe d'apprentissage a été fléchée à hauteur de 130 000 € pour des investissements et travaux pour développer l'accompagnement pédagogique d'Etampes et 20 000 € pour le site de Villebon.

# Tableau de mouvements des subventions d'investissement

Nature des subventions	Affectation	Montant à l'origine	Report au résultat de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
SUBVENTIONS EQUIPEMENTS	63 266	40 159	7 555	32 604
SUBVENTION TA ETAMPES	130 000			130 000
SUBVENTION TA VILLEBON	20 000			20 000
SUBVENTION TA SITES	180 183	99 160		99 160
SUBVENTION EQUIPEMENT A AFFECTER	17 834			
TOTAL	411 283	139 319	7 555	281 764

# Variations des fonds dédiés

	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont amort.		Montant global	dont fonds correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
Subventions d'exploitation							
RECRUTEMENT CDD 24/25	40 000		21 694			18 306	
PROJET CAMPS E2CYA		10 000				10 000	
TOTAL	40 000	10 000	21 694			28 306	
Contributions financières d'autres organismes							
TOTAL							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL							
TOTAL GENERAL	40 000	10 000	21 694			28 306	

# Variations des fonds reportés

	Au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	A la clôture de l'exercice
Legs ou donations				
TOTAL				
Donations temporaires d'usufruit				
TOTAL				
TOTAL GENERAL				

# Etat des provisions et dépréciations

		Montant début exercice	Augmentation Dotations ex.	Diminutions : reprises ex. Utilisées	Non utilisées	Montant à la fin de l'exercice
<b>Provisions réglementées</b>						
Provisions pour investissements						
Provisions relatives aux stocks						
Provisions relatives aux éléments d'actif						
Amortissements dérogatoires						
Autres provisions réglementées						
<b>TOTAL I</b>						
<b>Provisions pour risques et charges</b>						
- litiges						
- amendes et pénalités						
Provisions pour risques	- pertes de change					
	- risque d'emploi					
	- autres	28 400	43 257	4 000		67 657
Provisions pour charges sur legs ou donations						
Provisions pour pensions et obligations similaires		36 146	1 805	3 504		34 447
Provisions pour impôts						
Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices						
Autres provisions pour risques et charges			31 424			31 424
<b>TOTAL II</b>		<b>64 546</b>	<b>76 486</b>	<b>7 504</b>		<b>133 528</b>
<b>Provisions pour dépréciations</b>						
- incorporelles						
- corporelles						
Immobilisations	- Sur biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
	- Titres mis en équivalence					
	- Titres de participation					
	- autres immobilisations financières					
Sur stocks et en-cours						
Sur comptes clients						
Sur comptes de confédérations, fédérations, unions, entités affiliées						
Sur créances reçues par legs ou donations						
Autres dépréciations						
<b>Total III</b>						
<b>TOTAL GENERAL ( I+II+III)</b>		<b>64 546</b>	<b>76 486</b>	<b>7 504</b>		<b>133 528</b>
Dont dotations et reprises :	- d'exploitation		76 486	7 504		
	- financières					
	- exceptionnelles					

# Charges à payer et produits à recevoir

Charge à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	29 559	19 226
Dettes fiscales et sociales	224 086	209 224
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
TOTAL	253 645	228 450

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés		
Autres créances	23 811	1 490
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités	4 372	534
TOTAL	28 183	2 024

# Produits et charges constatés d'avance

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Produits :	- D'exploitation	12 474	
	- Financiers		
	- Exceptionnels		
TOTAL		12 474	

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Charges :	- D'exploitation	83 775	54 578
	- Financières		
	- Exceptionnelles		
TOTAL		83 775	54 578